Les Etats-Unis viennent d'annoncer une nouvelle aide d'un milliard de dollars pour l'Ukraine, mais derrière ce soutien, eh bien l'opinion américaine et pas mal de spécialistes d'ailleurs commencent à douter, certains même souhaitent réduire leur soutien à l'Ukraine. Alors pourquoi un tel doute du côté des Américains et pourquoi est-ce crucial de l'analyser ? Salut c'est Hugo, j'espère que vous allez bien, on est partis, comme chaque jour ensemble, pour une nouvelle plongée d'actualité en une dizaine de minutes.

Alors ça fait maintenant un an et demi que l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a débuté, ça fait aussi trois mois que la contre-offensive, donc la contre-attaque ukrainienne, pour tenter de repousser la Russie de son territoire à débuter.

Depuis le début, les pays occidentaux, notamment les Etats-Unis, se sont engagés aux côtés de l'Ukraine, notamment en livrant des armes de plus en plus importantes. Les Etats-Unis par exemple, ont déjà consacré plus de 43 milliards de dollars à l'Ukraine, dont une bonne partie d'aides militaires avec des équipements ou encore des munitions. Et cette aide, on en reparle après, mais elle est absolument indispensable si l'Ukraine veut espérer s'en sortir.

Vous l'imaginez, l'armée ukrainienne n'est pas aussi équipée et importante que l'armée russe, en tout cas si elle se retrouve toute seule dans ce conflit.

Alors l'objectif affiché par les Etats-Unis en soutenant l'Ukraine, c'est de défendre l'Ukraine contre une invasion illégale par la Russie, mais derrière cela évidemment, il y a aussi des enjeux d'influence, avec notamment la crainte pour les Etats-Unis, que la Russie n'étend trop son influence en Europe.

Alors ce mercredi, Anthony Blinken, qui est le secrétaire d'Etat américain, autrement dit donc le chef de la diplomatie américaine, a annoncé une nouvelle aide américaine d'un milliard de dollars pour aider le pays à faire face à l'invasion russe.

Et d'ailleurs, pour la première fois, les Etats-Unis vont fournir à l'Ukraine ce que l'on appelle des munitions à uranium à poivrie, en fait c'est un produit qui est tellement dur qu'il ne se déforme pas quand il entre en contact avec sa cible.

Quoi ça sert, ça peut permettre typiquement de perforer des blindages de l'armée russe. Bon on peut noter au passage que cet uranium à poivrie, c'est un métal lourd, chigmiquement et radiologiquement polluant, selon le programme des Nations Unies pour l'Environnement. Son utilisation est donc controversée à cause des risques toxiques pour les militaires mais aussi les populations, mais son utilisation pour autant n'est pas interdite par le droit international.

Bref, au-delà de cette question donc du uranium à poivrie, il faut comprendre que pour les Etats-Unis, l'idée c'est de donner un nouvel élan à la contre-attaque ukrainienne, une contre-attaque qui a été lancée aux alentours du mois de juin.

Et justement, cette contre-attaque, elle est dans une situation assez difficile.

Dans un article du quotidien américain de Washington Post qui date de la mihaut, on apprend que selon les services de renseignement américain, cette contre-offensive ukrainienne, il ne va pas parvenir à l'un de ses objectifs principaux, l'un de ses objectifs, c'est de prendre d'ici la fin de l'année la ville de Melitopol, une ville dans la région de Zaporizhia dans le sud de l'Ukraine et qui est actuellement occupée par la Russie.

Alors, comme on l'expliquait, on en a déjà parlé dans les actus du jour il y a quelques

semaines, je pense que c'était avant la pause des vacances, mais la Russie a réussi en fait à mettre en place un système de défense qui est très très performant, en creusant des tranchées, en ayant des champs de mines.

Bref, en ayant plusieurs lignes de défense, ce qui fait que c'est très difficile aujourd'hui pour l'Ukraine d'avancer.

Bref, ce serait dur de parler d'échecs aujourd'hui parce qu'évidemment, il faut voir comment tout cela évolue, mais pour le moment, eh bien, ça va à minima pour dire les choses simplement plus lentement que ce qui était annoncé par certains, et on en vient donc au sujet à la une aujourd'hui, c'est critique grandissante à l'égard de cette aide américaine. En fait, depuis début août, on voit de plus en plus d'articles dans la presse américaine où l'on peut lire des officiels américains qui se confient et qui critiquent donc devant les médias cette contre-offensive ukrainienne.

Par exemple, dans un article du New York Times que je vous mets là aussi en description, on peut lire que les États-Unis et l'Ukraine ne seraient pas d'accord sur la tactique à employer sur le front pour repousser les Russes.

Les États-Unis étaient davantage partisans d'une stratégie visant à concentrer les troupes sur une ligne pour attaquer, alors que les Ukrainiens de leur côté ont tenté une différente stratégie.

Et plus largement, il y a donc un doute sur la stratégie ukrainienne, sur l'efficacité des armes livrées, sur l'intérêt ou les risques de s'engager pour les Américains dans une telle guerre.

Bref, des doutes s'installent auprès d'une partie des Américains.

Et d'ailleurs, ce n'est pas qu'un débat au sein des politiques, c'est aussi un débat du côté de l'opinion, en tout cas on voit que ça divise.

En août, par exemple, un sondage de la chaîne de télévision CNN montrait que 55% des Américains s'opposaient désormais à un financement accru pour l'Ukraine de la part des élus américains.

C'est particulièrement délicat, c'est qu'il semblerait qu'on s'installe dans ce que l'on appelle une guerre d'usure, autrement dit une guerre qui dure dans le temps, où les avancées des deux côtés sont plutôt faibles.

Si l'Ukraine veut repousser les russes de son territoire, elle a besoin de moyens et elle a cruellement besoin des moyens des occidentaux.

C'est là donc que c'est intéressant d'observer l'évolution de l'opinion publique mais aussi des politiques sur ce sujet.

Alors pour l'instant, Joe Biden réitère son soutien à l'Ukraine, on l'a dit avec cette nouvelle aide cette semaine.

Mais dans le camp en face, le camp du parti républicain, typiquement, est bien Donald Trump a déclaré qu'il voulait, plutôt que de poursuivre la guerre, pousser l'Ukraine et Zelensky à signer un accord.

On voit donc que du côté républicain notamment, il y a un grand débat sur cette implication. Bref, on suivra tout ça, je laisse la parole à Léa pour les actualités, en bref, au passage d'ailleurs pour ceux qui bien suivent ces actus du jour sur YouTube et pas en version podcast audio.

Le nouveau studio arrive, on va dire au revoir bientôt au fond vert, autrement dit on a pris un petit peu de retard là-dessus, mais ça arrive et je pense que ça va faire du bien donc, traite de vous dévoiler tout ça dans quelques jours, je laisse la parole à Léa.

Merci Hugo et salut tout le monde, on commence avec cet actu, un adolescent de 15 ans qui avait signalé subir du harcèlement scolaire s'est suicidé ce mardi soir à Poissy en région parisienne.

Une enquête a été ouverte.

En mars dernier, les parents de l'adolescent avaient déjà déposé une main courante à la gendarmerie et ils avaient aussi dénoncé dans un courrier envoyé au lycée, je cite l'absence de mesures suffisantes pour lutter face au harcèlement de leur fils.

L'adolescent avait finalement changé d'établissement pour cette rentrée.

Gabriel Attal, le ministre de l'Education nationale, a avoué je cite que chaque drame est un drame de trop qui nous rappelle que nous ne sommes toujours pas à la hauteur.

Par ailleurs Brigitte Macron a rencontré ce jeudi la famille de la victime.

Alors si jamais vous êtes victime ou témoin d'une situation de harcèlement, on vous invite à appeler le 30-20 ou le 30-18 en cas de cyberharcèlement.

Deuxième actu, un adolescent de 16 ans est en état de mort cérébrale après avoir été percuté par un véhicule de police semercredi à Élencourt dans les Yvelines, en Île-de-France. En fait, selon plusieurs médias, l'adolescent qui était à bord d'une moto était suivi par une voiture de police après un refus d'obtempérer.

Quelques minutes plus tard, un deuxième véhicule de police est arrivé à une intersection et c'est à ce moment-là que la collision a eu lieu.

Alors les deux policiers qui conduisaient les véhicules ont été placés en garde à vue semercredi soir et deux enquêtes sont actuellement en cours.

IGPN, la police des polices a été saisie, on vous tiendra au courant.

Troisième actu, Emmanuel Macron a estimé qu'il ne devait pas y avoir de drapeau russe au Jeusse-Olympique de Paris 2024 dans une interview accordée au journal de l'équipe. En fait, le président juge que la Russie n'a pas sa place à un moment où elle commet des crimes de guerre.

Alors il a tout de même rappelé que ce n'était pas à la France de prendre cette décision, mais au président du Comité international olympique.

Dans cette interview, Emmanuel Macron a aussi expliqué que la véritable question sur laquelle il fallait trancher était de savoir, je cite, quelle place donnait aux athlètes russes qui se sont préparées toute une vie et qui peuvent eux aussi être victimes du régime russe.

On vous tiendra au courant.

Quatrième actu, Bruno Le Maire, le ministre de l'économie, a demandé ce jeudi à TotalEnergie de prolonger son plafonnement des prix de l'essence à la pompe à 1,99€ le litre après le 31 décembre.

En fait, ce qu'il faut savoir, c'est que les prix des carburants sont repartis à la hausse pendant l'été.

Aujourd'hui, le prix du litre d'essence a augmenté de 15 à 19 centimes par rapport

au prix en début d'année.

Le ministre de l'économie a néanmoins exclu le retour d'une risque tournée à la pompe pour tous les automobilistes qui l'estimentent, je cite, une triple aberration à la fois écologique, budgétaire et diplomatique.

Cinquième actu, seulement une personne sur deux en précarité alimentaire bénéficie des dispositifs d'aide comme les restos du cœur ou encore le secours populaire. Selon une étude publiée ce jeudi par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, parmi les personnes interrogées, 35% ont affirmé avoir honte d'utiliser de tels services, tandis que 21% ne savaient pas si elles avaient le droit à cette aide ou pensaient qu'elles ne leur seraient pas accordées.

D'après l'INSEE, début 2022, environ 14% de la population métropolitaine, soit 9 millions de personnes, était en situation de privation matérielle et sociale, soit le plus haut niveau depuis 2013.

Sixième actu, la France va proposer un abonnement à petit prix qui permettra de voyager en illimité en train.

En fait, lundi, Hugo avait demandé à Emmanuel Macron s'il comptait faire la même chose que l'Allemagne ou pour 49€ par mois, les habitants ont un accès illimité au bus, au métro et au train locaux et régionaux.

Il avait donc répondu ça.

Oui, j'y suis favorable et j'ai demandé au ministre des Transports de lancer avec toutes les régions qui sont prêtes à le faire le même dispositif.

La réalité est chez nous, c'est que c'est les régions qui ont la tarification de leurs billets qui font leurs billets.

Toutes les régions qui sont prêtes à le faire avec l'État, bancaux.

Là, il y a un tour de table avec les régions et si c'est le cas, on aura un service similaire en France dans les prochains mois.

Et le ministre des Transports, comme la première ministre, porte cette idée.

Alors, deux jours plus tard, il y a du nouveau, Clément Beaune, le ministre des Transports, a confirmé ce jeudi sur France 2 qu'un passereil devrait voir le jour en France à l'été 2024.

Cet abonnement de train permettra donc à tous les Français de tous les âges de voyager en intercité ou en TER de manière illimitée.

Il coûtera aux alentours de 49 euros par mois.

Le ministre a aussi affirmé qu'il souhaitait, si cela est possible, que ce passe fonctionne pour les bus, les métros et les tramways des grandes villes françaises.

Mais pour le moment, rien n'est encore officiel à ce sujet, on vous tiendra au courant.

Dernier actu, le Mexique a officiellement dépénalisé ce mercredi l'avortement sur l'ensemble de son territoire.

La Cour suprême, la plus haute juridiction du pays, a décidé que pénaliser l'avortement était, je cite, un constitutionnel car il viole les droits humains des femmes et des personnes en capacité de gestation.

Jusqu'à aujourd'hui, l'avortement était seulement légal dans une douzaine des 32 États qui composent le Mexique.

D'ailleurs, autre info par rapport au Mexique, deux candidats vont s'affronter lors de la prochaine élection présidentielle du pays qui aura lieu en 2024.

Le Mexique aura donc pour la première fois de son histoire une femme à la tête du pays. Voilà, c'est la fin de ce résumé de l'actualité du jour.

Évidemment, pensez à vous abonner pour ne pas rater le suivant, quelle que soit d'ailleurs l'application que vous utilisez pour m'écouter.

Rendez-vous aussi sur YouTube ou encore sur Instagram pour d'autres contenus d'actualité exclusifs.

Vous le savez, le nom des comptes, c'est Hugo Descript.

Écoutez, je crois que j'ai tout dit.

Prenez soin de vous et on se dit à très vite.